

# LA PRESSE EN REVUE...



**LUNDI 7 AVRIL 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Méthode
- 2) Sa posture particulière
- 3) Et un calcul politique
- 4) Le grand oral de mardi...
- 5) L'état de...
- 6) Ils veulent un changement de cap
- 7) JLB ?!
- 8) Le mafieux de Marseille...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) La méthode Valls



Manuel Valls entend répondre « à l'urgence économique et sociale » - AFP

Alors qu'il doit prononcer son premier discours de politique générale, le Premier ministre revient dans les colonnes du « JDD » sur ses ambitions à Matignon, et promet d'associer les Verts à sa politique si ces derniers votent la confiance.

À deux jours de son très attendu discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, et alors qu'une fronde s'organise déjà parmi les députés socialistes, Manuel Valls dessine, dans une interview au « Journal du dimanche », les lignes de la politique qu'il compte mener. Il assure avant tout vouloir « apaiser ». « Il ne s'agit pas de faire un discours-programme, nous ne sommes pas au début du quinquennat, nous devons répondre à l'urgence économique et à l'urgence sociale », confie le Premier ministre au journal.

Comme il l'a déjà affirmé mercredi 2 avril sur le plateau de TF1, dont il était l'invité, le Premier ministre veut « créer les conditions de la confiance [...] avec le pays », et mettra pour cela en œuvre la « politique de François Hollande », avec lequel « le travail est fluide, la confiance totale », indique-t-il au « JDD ». Manuel Valls annonce également un discours de politique générale « concret ». « Il faudra apporter des précisions », « les grands axes du pacte de responsabilité et les grandes orientations budgétaires seront présentés » affirme-t-il, alors même que le président de l'UMP Jean-François Copé réclame le « détail des 50 milliards d'euros » d'économies annoncées.

### « Assez du trop-plein d'impôts »

Et pour montrer qu'il ne fait pas la sourde oreille aux doléances des Français, le nouvel hôte de Matignon n'hésite pas à s'aventurer sur le terrain du ras-le-bol fiscal : « Le sentiment d'injustice est très prégnant, les ravages de la hausse des impôts depuis quatre ans sont très importants », explique-t-il. « Les Français en ont assez du trop-plein d'impôts, c'est frappant dans les classes moyennes et chez ceux qui se sont retrouvés imposables pour la première fois. »

S'il y a du changement à attendre, c'est donc davantage dans le style du Premier ministre que dans la ligne. Car en dépit de sa promotion, l'ancien locataire de la place Beauvau compte

bien rester lui-même. « Je ne dois pas changer. Le président de la République l'a dit, je dois être le même. Les sujets économiques et sociaux s'imposeront, la fonction n'est pas la même, mais la marque qui fut la mienne à Beauvau restera », assure-t-il.

Une marque dont l'efficacité et l'énergie sont les maîtres-mots : « Je veux être un vrai chef d'équipe, un animateur, et je serai direct. Je veux rendre chaque ministre pleinement responsable, il faut qu'ils sortent de leur couloir. » Et pour celui qui se rêve en entraîneur, il n'y a pas de temps à perdre. « J'ai de l'énergie, il faut que ça aille vite. Je veux redonner confiance au pays. Il faut une organisation huilée. Ma marque, ça doit être

### Manuel Valls « regrette » le départ des Verts

Pour ce faire, l'hôte de Matignon a besoin d'une majorité derrière lui, Verts compris. Il assure d'ailleurs « regretter le départ d'une formation qui a contribué à l'élection du président de la République ». Pourtant, estime-t-il, « les conditions étaient totalement réunies » pour qu'ils restent : « la possibilité de porter le grand ministère de l'Écologie au moment où la France va organiser la conférence climat », ou encore « la collégialité de l'équipe ».

Et en signe d'apaisement, son nouveau credo, Manuel Valls promet « que les écologistes seront « associés » à la politique du gouvernement qu'il dirige, s'ils lui votent la confiance mardi après son discours de politique générale. « S'ils restent dans la majorité en votant la confiance, ils seront associés. Plus la majorité est large, plus on sera efficaces », assure le Premier ministre, qui doit rencontrer lundi les dirigeants d'Europe Écologie-Les Verts dont aucun n'a intégré son « gouvernement de combat ». Europe Écologie-Les Verts doit décider de sa position mardi matin.

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Les idées iconoclastes de Valls au PS

Le Monde-MATHILDE DAMGÉ

Manuel Valls, nouveau premier ministre français, a longtemps cultivé une posture à part au sein de la gauche. Issu des rocardiens, ancien membre du cabinet de Lionel Jospin, le député-maire d'Evry a travaillé au cours de la dernière décennie une stature mêlant positions « pragmatiques » économiquement et parfois autoritaires sur d'autres plans. Retour sur ses idées, qu'il défendait notamment lors de la primaire socialiste de 2011.

<http://www.dailymotion.com/embed/video/xkwi95>

En 2011, alors que le PS se lance dans ses primaires, Manuel Valls est l'un des « jeunes loups » du PS, bien décidé à se faire entendre. Il est donc l'un des premiers à faire acte de candidature. Son courant se baptise « à gauche, besoin d'optimisme ».

### **Economie : des positions résolument social-démocrates**

Manuel Valls, comme d'autres avant lui, s'est construit une image d'adepte du « parler-vrai », voire de grand amateur de phrases choc.

« Dire que les impôts ne vont pas augmenter, c'est mentir aux Français », lançait-il dans une interview à Libération en août 2011, soit quelques semaines avant la primaire socialiste. Il y assumait, comme François Hollande, son soutien à la « règle d'or » proposée par Nicolas Sarkozy, qui consiste à imposer une trajectoire contrainte de réduction des déficits. Mais il y défend aussi d'autres points : « Réduire nos dépenses en décentralisant davantage, en simplifiant les structures administratives – par exemple en supprimant les départements – et en réformant la fiscalité locale ».

Dans le même registre, Manuel Valls a souvent cherché à se démarquer de son propre camp. En 2011, par exemple, il s'était livré, au micro de RTL, à un plaidoyer pro domo pour une remise à plat des 35 heures.

*« Depuis 10 ans, on a subventionné le travailler moins, puis le travailler plus, sans que le pouvoir d'achat ne soit au rendez-vous donc je pense qu'il faut changer radicalement de stratégie (...) Je propose d'augmenter de deux ou trois heures la durée légale du travail en supprimant également le dispositif sur les heures supplémentaires. (...) Il faut sortir des 35 heures et être capable d'aller sur tous les sujets : celui de l'entreprise, de l'allègement du coût de travail. (...) Je suis convaincu que la gauche doit renouer un véritable pacte avec le monde économique, avec le monde de l'entreprise. »*

Pour alléger le coût du travail, il proposait des mesures comme la TVA « protection », censée aboutir à la création de 60 000 emplois par an. Un « big bang fiscal » prôné dans son livre *L'Energie du changement* où il défend une augmentation de la TVA et, parallèlement, d'un allègement des charges sociales payées par l'employeur. Au final, cette mesure est assez proche de celle du pacte de compétitivité de François Hollande.

Le candidat à l'investiture socialiste en vue de la présidentielle de 2012 imaginait encore la création d'un ministère de l'économie franco-allemand « pour faire en sorte que la France et l'Allemagne travaillent de concert », sur la chaîne Jimmy dans l'émission *Bonsoir monsieur le Président*.

### **Sécurité : un autoritarisme affiché**

Elu de banlieue, proche d'Alain Bauer, spécialiste des questions de criminalité, Manuel Valls cultive depuis longtemps l'image du « M. Sécurité » au PS. Rien d'étonnant à ce que cette question occupe une place de choix dans son programme de 2011.

Manuel Valls proposait de donner « plus d'autonomie d'action » à la police. Il évoquait des aménagements de peine et des places de prison, et reprenait la possibilité d'« encadrement militaire » de certains jeunes délinquants, qui avait lancé la campagne de Ségolène Royal en 2007.

Sur l'immigration, Manuel Valls tenait un discours iconoclaste pour un socialiste. « Pour garantir l'insertion [des étrangers], nous devons instaurer des quotas en fonction de nos besoins économiques », assumait-il.

Il se disait d'ailleurs clairement en faveur d'une politique de reconduite aux frontières, mais « respectueuse des droits et des personnes ».

### **Sociétal : des postures engagées**

Dans son programme de 2011, Manuel Valls prenait des positions iconoclastes. Ainsi, il s'affichait en faveur de la « reconnaissance du droit à l'euthanasie pour mettre fin à l'hypocrisie ambiante ». De même, il se montrait favorable aux statistiques ethniques, estimant qu'on « doit pouvoir évaluer les discriminations pour mieux les combattre ».

M. Valls proposait aussi un temps de travail plus important pour les enseignants, ainsi que pour les élèves, avec dix-huit jours de cours supplémentaires dans l'année.

Manuel Valls insistait aussi sur l'égalité homme-femme et la parité, proposant un allongement du congé paternité, ou un contrôle de l'égalité des rémunérations dans les grandes entreprises. Enfin, le député-maire était l'un des plus en pointe en matière de gestation pour autrui (GPA), dont il souhaitait la légalisation.

## **III) Manuel Valls, des mots plus durs que les actes sur l'immigration**

**En matière d'immigration, le bilan de Manuel Valls n'est de droite ni de gauche. A Beauvau, le nouveau Premier ministre a surtout pratiqué le calcul politique.**



Une Roms dans un campement illégal près de Nice en novembre 2103. REUTERS/Eric Gaillard



Thomas Prouteau

Journaliste à RTL. Depuis 10 ans, il suit les sujets sociaux, l'immigration et la précarité. Il a couvert de nombreux reportages à l'étranger notamment en Russie et au Proche-Orient

Il y a les mots. Et il y a les actes. Avec les mots, Manuel Valls s'est forgé une réputation de socialiste «de droite», limite réactionnaire. Deux sorties célèbres ont fait sa réputation. D'abord en 2009 quand sur le marché d'Evry, il lance une plaisanterie au goût douteux à son conseiller en communication: «Tu me mets quelques blancs, quelques whites, quelques blancos».

Et puis en septembre 2013, lorsque lors d'une interview à France Inter, il évoque «les Roms (qui) ont vocation à revenir en Roumanie et en Bulgarie. Ils ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres», ose-t-il.

Pourtant le bilan de Manuel Valls en matière d'immigration —LE marqueur de droite ou de gauche des ministres de l'Intérieur— est beaucoup moins tranché. Lors de son arrivée place Beauvau, l'ancien député de l'Essonne a d'abord détricoté l'héritage très répressif de ses prédécesseurs: suppression des restrictions sur les visas pour les étudiants étrangers, abolition du «délit de solidarité» pour ceux qui viennent en aide aux migrants (délit très peu appliqué en pratique mais qui menaçait en permanence les militants associatifs), puis virage à 180 degrés sur les naturalisations d'étrangers, sévèrement restreintes (-30%) par le dernière ministre de l'Intérieur de la droite, Claude Guéant.

Dès son entrée en fonction, Manuel Valls, lui-même d'origine espagnole et naturalisé à l'âge de 19 ans, a martelé que la naturalisation française était la clef de l'intégration des étrangers. Deux ans plus tard, les naturalisations sont reparties à la hausse (+13%).

L'autre chiffre traditionnellement passé au crible en matière d'immigration, ce sont les régularisations de sans-papiers. Sous Manuel Valls, elles sont passées de 30.000 à 40.000. Une détente à l'effet paradoxal: le ministre socialiste a dû faire des contorsions pour expliquer que cette hausse était «temporaire» et due essentiellement à la bouffée d'air de la circulaire de régularisation prise novembre 2012. Mots fermes donc, mais actes souples.

Car cette circulaire est la plus libérale prise par un ministre de l'Intérieur depuis 2002. En pratique, quasiment tout étranger présent depuis cinq ans sur le territoire peut obtenir un titre de séjour. C'était en fait une promesse de François Hollande. En pur stratège politique, Manuel Valls le fait mais ne s'en vante pas, car la crispation identitaire gagne du terrain. Les sondages d'opinion le récompensent.

Un exemple est symbolique de ce grand écart entre paroles et actes pratiqué par l'ancien maire d'Evry, l'affaire Léonarda, à l'automne dernier. Dès le début de la polémique, Manuel Valls prend une position ferme et fait savoir qu'il est hors de question d'annuler l'expulsion de la famille de Roms kosovars, même si les parents et leur six enfants vivent en France depuis plus de quatre ans. Un communiqué du ministère de l'Intérieur surenchérit: «Les familles avec enfants en situation irrégulière ont vocation à être reconduites».

Des mots identiques à ceux utilisés par Claude Guéant à l'encontre des migrants tunisiens en 2011. Mais complètement déconnectés de la réalité puisque, comme l'avait relevé Slate, les expulsions de familles restent en pratique rarissimes. Les expulsions de familles avec enfants restent bien trop sensibles pour les opinions publiques.

L'affaire Léonarda, c'était donc l'occasion parfaite d'afficher de l'autorité sans changer de politique. Et quand Manuel Valls pratique ainsi le coup de menton, il rappelle évidemment... Nicolas Sarkozy. C'est sans doute pour cela que la gauche du PS juge «de droite» le nouveau Premier ministre. Dans les faits la méthode prend le pas sur les idées.

La loi sur le droit d'asile, préparée depuis plusieurs mois, aurait sans doute pu être l'occasion pour Manuel Valls de mettre en cohérence ses discours et ses décisions. La réforme, annoncée pour mi-avril, vise à réduire le délai de traitement des dossiers de trois ans à un an. L'objectif central est en fait d'éviter que les dizaines de milliers de réfugiés qui sont déboutés chaque année de leur demande de protection ne deviennent des «ni-ni», c'est à dire des sans-papiers ni expulsables, ni naturalisables.

Manuel Valls devait donc trancher la proposition la plus polémique : des centres «semi-fermés» pour déboutés ayant épuisé tous les recours. L'objectif c'est d'assurer leur retour effectif dans

leur pays d'origine. L'ensemble des associations l'ont rejeté, refusant de «faire la police» des réfugiés.

Jusqu'à ces dernières semaines, élections municipales obligent, le futur Premier ministre a soigneusement évité de prendre une position forcément clivante. Mais en mars, il signait discrètement une circulaire aux préfets demandant de renforcer les expulsions de réfugiés déboutés. Un exercice d'équilibrisme plus qu'une ligne politique.

Il est tout de même un domaine où Manuel Valls a massivement mis en pratique sa fermeté affichée: les destructions des camps de Roms. Lors de son passage place Beauvau, les passages de bulldozers ont atteint un chiffre inégalé : 165 campements détruits en 2013 et 20.000 Roms remis à la rue, selon la Ligue des droits de l'Homme, soit la quasi-totalité des occupants des camps, contraints de reconstruire une cabane à quelques kilomètres.

Avec cette politique, Manuel Valls s'est mis à dos l'ensemble des associations humanitaires d'aide aux étrangers. En théorie, la circulaire du 26 mai 2012 prise par Jean-Marc Ayrault imposait un relogement des familles. En pratique, ce volet est resté lettre morte. Mais il faut souligner la grande majorité des maires socialistes adhèrent à cette politique puisque localement, les élus sont très sensibles à la montée de la colère anti-Roms.

Les sondages d'opinion démontrent régulièrement à quel point les Roms roumains et bulgares sont devenus une figure centrale qui cristallise les sentiments xénophobes. Selon la dernière enquête de la Commission nationale consultative des Droits de l'homme (CNCDDH), 78% des Français considèrent que les Roms vivent de vols et de trafic. Un domaine où la fermeté est toujours appréciée. Ce que Manuel Valls n'a jamais oublié.

slate.fr-Thomas Prouteau

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Grand oral de Valls mardi à l'Assemblée devant une majorité circonspecte



Le nouveau gouvernement Valls, autour du président François Hollande, après le premier conseil des ministres à l'Élysée, le 4 avril 2014  
© Alain Jocard

**Le nouveau Premier ministre, Manuel Valls, prononcera mardi le discours de politique générale de son "gouvernement de combat" avec une inconnue de taille, le...**

Le nouveau Premier ministre, Manuel Valls, prononcera mardi le discours de politique générale de son "gouvernement de combat" avec une inconnue de taille, le vote des écologistes à peine sortis du gouvernement, sur fond de morosité d'une partie des socialistes.

Une semaine jour pour jour après sa prise de fonction à Matignon, le chef du gouvernement prononcera ce discours très attendu à 15H00 devant les députés. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, lira le discours au même moment devant les sénateurs.

"C'est ce discours de politique générale qui fixera les grands enjeux des mois à venir", souligne le

nouveau porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll.

Il s'agit d'un "discours important, il faut que je me l'approprie", confirme, dans le Journal du dimanche, M. Valls qui promet du "concret", à l'image de celui délivré en 1988 par Michel Rocard.

Preuve de l'importance de ce passage obligé pour tout Premier ministre: son prédécesseur, Jean-Marc Ayrault, avait fait naître de premiers doutes dans son camp en livrant le 3 juillet 2012 une prestation jugée terne et sans souffle.

"Il faudra apporter des précisions (...) les grands axes du pacte de responsabilité et les grandes orientations budgétaires seront présentés", explique M. Valls, qui complètera mercredi son "gouvernement de combat" par la nomination d'une dizaine de secrétaires d'Etat.

Le président de l'UMP, Jean-François Copé, attend pour sa part de M. Valls qu'il "donne le détail crédible des 50 milliards de baisse de dépenses publiques" promis d'ici 2017.

Mais M. Valls, qui entend ne pas "se bunkeriser" à Matignon, veut aussi montrer que la majorité a entendu le message envoyé par les électeurs lors de municipales catastrophiques pour son camp.

"Le sentiment d'injustice est très prégnant", analyse-t-il dans le JDD. "Les ravages de la hausse des impôts depuis quatre ans sont très importants, les Français en ont assez du trop plein d'impôts, c'est frappant dans les classes moyennes et chez ceux qui se sont retrouvés impossibles pour la première fois", relève encore l'ex-ministre de l'Intérieur.

- Pas d'état de grâce -

Un geste pourrait ainsi être consenti sous la forme d'une diminution des cotisations sociales sur les bas salaires.

Le Premier ministre, qui devrait participer à la conférence des présidents de groupe à l'Assemblée mardi matin, ainsi qu'à celle des députés PS, est aussi attendu sur les rythmes scolaires, la réforme pénale ou la loi sur la transition énergétique.

Suivront les prises de parole des six présidents de groupe, avant une réponse du Premier ministre.

M. Valls engagera dans la foulée la responsabilité de son gouvernement. Il n'a pas trop de souci à se faire, le PS et ses proches alliés détenant la majorité absolue des 577 sièges.

Le suspense réside cependant dans l'attitude des parlementaires écologistes, secoués par des tensions après la décision de ne pas participer au gouvernement Valls.

Les écologistes d'EELV, dont les chefs de groupes parlementaires ont rendez-vous lundi à 16h00 avec Manuel Valls, ne voteront "pas contre", a assuré samedi le sénateur Jean-Vincent Placé. Mais ils pourraient décider de s'abstenir, ce qui entretiendrait encore la défiance entre les écologistes et le nouveau Premier ministre. Ils prendront leur décision mardi matin.

Manuel Valls a tout fait pour qu'ils fassent partie de son gouvernement. Il a assuré dimanche que

les Verts seront "associés" à la politique du gouvernement, s'ils lui votent la confiance. "Plus la majorité est large, plus on sera efficaces", résume-t-il.

M. Valls, qui ne bénéficie d'aucun état de grâce dans l'opinion, va aussi devoir trouver les mots pour rassurer la centaine de députés socialistes qui souhaitent que le Parlement joue un rôle accru et demandent de nouvelles "orientations" politiques.

Ces députés, issus de plusieurs sensibilités du PS - aile gauche du parti, aubryistes, Gauche populaire -, souhaitent notamment que soit mis fin aux "politiques d'austérité qui ont enfoncé l'Europe dans la récession". Il s'agit aussi pour eux de "réaffirmer et amplifier les choix et les engagements de 2012".

Les Français fixent, eux, comme priorités au gouvernement Valls l'inversion de la courbe du chômage et la baisse des impôts des ménages, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche.

publicsenat.fr

## Manuel Valls veut associer les verts à la politique gouvernementale

Par Challenges.fr

Le Premier ministre assure que les Verts seront "associés" à la politique de son gouvernement, s'ils lui votent la confiance, mardi, après son discours de politique générale.



Manuel Valls dit regretter le départ d'une formation qui a contribué à l'élection du président de la République" alors que, estime-t-il, "les conditions étaient totalement réunies" pour qu'ils restent. (PATRICK KOVARIK / AFP)

S'ils restent dans la majorité en votant la confiance, ils seront associés. Plus la majorité est large, plus on sera efficaces", déclare le Premier ministre, dans le JDD. Il doit rencontrer lundi les dirigeants d'Europe Ecologie-Les Verts dont aucun n'a intégré son "gouvernement de

Manuel Valls dit également au Journal du Dimanche regretter le départ d'une formation qui a contribué à l'élection du président de la République" alors que, estime-t-il, "les conditions étaient totalement réunies" pour qu'ils restent.

Il cite "la possibilité de porter le grand ministère de l'écologie au moment où la France va organiser la conférence climat", ou "la collégialité de l'équipe".

### **Un discours de politique générale "concret et précis"**

Sur son discours de politique générale - "discours important, il faut que je me l'approprie" - Manuel Valls annonce qu'il sera "concret". "Il faudra apporter des précisions", "les grands axes du pacte de responsabilité et les grandes orientations budgétaires seront présentés".

"Le sentiment d'injustice est très prégnant, les ravages de la hausse des impôts depuis quatre ans sont très importants, les Français en ont assez du trop plein d'impôts, c'est frappant dans les classes moyennes et chez ceux qui se sont retrouvés imposables pour la première fois", relève-t-il encore.

(Avec AFP)

## **V) Royal, l'état de grâce**

**Selon un sondage Ifop-JDD, six Français sur dix approuvent son retour dans un gouvernement. Confidences de la nouvelle ministre de l'Écologie.**



"L'environnement est une des clés pour préparer l'avenir", selon Ségolène Royal. (Reuters)

Elle l'avait déjà fait pour François Mitterrand et elle recommence avec bonheur pour François Hollande. Ségolène Royal est définitivement l'atout vert d'un Président qui vient de se prendre une claque électorale et qui sait qu'il va de nouveau perdre dans un an. En 1992, elle devient ministre de l'Environnement entre des régionales où les écologistes font de bons scores et la débâcle législative. "Je suis très contente, l'écologie est un secteur passionnant et important car il faut compenser le départ des écologistes du gouvernement, confie Ségolène Royal au JDD. C'est un sujet que je connais très bien, je dispose d'un réseau d'interlocuteurs qui me respectent car j'ai fait des choses, notamment dans ma région. S'occuper de l'écologie en période de crise, c'est lourd mais exaltant. Il faut montrer qu'on peut sortir de la crise en produisant autrement. Il faut être positif. L'environnement est une des clés pour préparer l'avenir."

C'est le retour de la positive attitude. Royal, qui s'était vivement opposée à la taxe carbone, s'est toujours élevée contre "l'écologie punitive". Elle n'est pas du genre à se dédire. La nouvelle ministre de l'Écologie a appelé à une "remise à plat" de l'écotaxe, ce qui a provoqué l'ire des partisans de cette taxe en particulier et de la fiscalité écolo en général. Elle prendra son temps, mais, pour elle, les polémiques ne sont pas forcément négatives. Royal va faire du Royal. "Le premier défi, c'est la mutation écologique de l'économie, avec la montée en puissance des énergies vertes, puis la mutation énergétique avec le chantier de l'isolation thermique des logements. Cela créera des emplois et cela redonnera du pouvoir d'achat aux Français. Enfin, le dernier défi est la biodiversité", prévient la ministre. Et avec elle, le patron d'EDF, Henri Proglio, ne sera plus le "ministre fantôme", comme le qualifie Delphine Batho. "Je n'ai aucun préjugé négatif. Les stratégies énergétiques, c'est le gouvernement qui les définit et moi qui les mets en place, EDF est un partenaire." Et pas plus.

### **"Il faut montrer qu'on peut sortir de la crise en produisant autrement"**

Ségolène Royal, qui a pris comme conseiller spécial son ami Jean-Louis Bianco, a gardé comme chargé de mission Francis Rol-Tanguy, qui s'est occupé de la fermeture de la centrale de Fessenheim. L'engagement de Hollande sera bien

tenu.

La ministre soigne ses relations avec les écologistes politiques et associatifs. Elle a parlé à Cécile Duflot. Les deux femmes politiques se connaissent peu mais s'apprécient. Duflot était d'ailleurs venue soutenir Royal avec Martine Aubry à La Rochelle le fameux jour du tweet de Valérie Trierweiler. Lundi, Royal verra Nicolas Hulot, "envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète", avec qui le désaccord sur la fiscalité écologique est ancien. Elle verra les présidents des groupes écologistes cette semaine.

Samedi matin, à la réunion de France Nature Environnement, un des responsables lui a lancé : "On était ensemble au sommet de Rio, il y a vingt-deux ans." Elle a souri. Royal en convient : "L'environnement, c'est un combat de longue date, les associations se battent depuis des années, et même s'il y a du renouvellement, des animateurs restent." Et parfois, des ministres reviennent.

### Une nomination approuvée

Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la nomination de Ségolène Royal comme ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie ?

59%

approuvent

41%

désapprouvent

Sondage Ifop pour le JDD, réalisé du 4 au 5 avril 2014 auprès d'un échantillon de 969 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas). Interviews par téléphone.

Cécile Amar - Le Journal du Dimanche

## VI) Cent députés PS réclament un changement de cap politique



Une centaine de députés dont Christian Paul, issus des différents mouvements du PS réclament un pacte de la

majorité pour répondre aux préoccupations des Français. | MaxPPP

### Une centaine de députés socialistes ont signé un texte appelant à changer de cap politique et menacent de ne pas accorder mardi leur confiance au gouvernement de Manuel Valls

La fronde des députés PS, sortis groggy de la déroute aux élections municipales, prend de l'ampleur à l'approche du discours de politique générale du Premier ministre, qui y donnera des éléments du contesté « pacte de responsabilité ».

#### "Un contrat de majorité"

Samedi, une centaine de députés socialistes ont diffusé une lettre réclament un « contrat de majorité » avec le nouveau gouvernement. Ce courrier est « une démarche inédite qui répond à une situation politique sans précédent à gauche », explique au journal Le Monde le député de la Nièvre Christian Paul, un de ses initiateurs.

« Agir et ne pas subir » expliquent les signataires de cette lettre. « La défaite d'ampleur historique que nous venons d'encaisser nous donne une responsabilité sans précédent. Bien plus qu'une protestation de circonstance, les Français ont exprimé des positions très politiques et, dans leur diversité, des demandes de justice, d'efficacité économique et d'égalité républicaine. »

#### Retour aux engagements de 2012

Le « contrat de majorité » proposé par les députés prévoit une série de mesures:

-Obtenir une réorientation européenne mettant fin aux politiques d'austérité qui ont enfoncé l'Europe dans la récession. "Pour cela, il faut mettre en œuvre des trajectoires budgétaires soutenables, compatibles avec le retour de la croissance et la baisse du chômage."

-Concentrer les moyens publics sur la création réelle d'emplois et, ainsi, intensifier le redressement productif.

-Défendre des décisions de justice et de pouvoir d'achat

-Réaffirmer et amplifier les choix et les engagements de 2012: muscler les efforts de régulation des activités financières et bancaires;

rendre populaire la transition écologique; engager un mouvement de transformation de l'Etat et des collectivités locales; défendre l'égalité des territoires par un socle de droits; revitaliser la démocratie française.

ouest-france.fr

## Jean-Louis Borloo a décidé de mettre un terme "à ses fonctions et mandats" politiques

Par Francetv info avec AFP

Jean-Louis Borloo arrête la politique. Le président de l'UDI a annoncé dimanche 6 avril dans un courrier aux membres de son parti qu'il mettait un terme "à ses fonctions et mandats" politiques.

## VII) Quand Jean-Louis Borloo renonçait à la présidentielle



Par Hervé Algalarrondo

En octobre 2011, celui qui était alors président du Parti Radical, impuissant à fédérer le centre, trop fragile, renonçait à une candidature que Sarkozy n'avait cessé de saboter. Un tournant dans sa carrière politique. Récit.

*Jean-Louis Borloo vient d'annoncer son retrait de la vie politique. Le grand départ. Mais il y a un peu plus de deux ans, celui qui était alors président du Parti radical avait déjà fait le choix du retrait, devant l'élection présidentielle cette fois. Dans son numéro du 6 octobre 2011, "le Nouvel Observateur" racontait ce jour où Jean-Louis Borloo "jeta l'éponge".*



Jean-Louis Borloo, en septembre 2013, alors président de l'UDI et du Parti radical. (ALAIN JOCARD / AFP)

Et Borloo jeta l'éponge. "Un homme fragile" : c'est ainsi que Martine Aubry a défini la semaine dernière [en septembre 2011, NDLR] Jean-Louis Borloo, qu'elle connaît depuis longtemps et qu'elle venait de côtoyer dans un avion qui les emmenait à un congrès du mouvement HLM, à Bordeaux. "Un homme fragile" : tous les leaders centristes citaient la candidate socialiste, lundi matin, pour expliquer le retrait de Borloo annoncé la veille sur TF1, à la surprise générale. Le plus cinglant : "Tant psychologiquement que nerveusement, Jean-Louis était incapable de mener une campagne présidentielle." Un autre ténor : "Face à Hervé Morin, l'ex-ministre de la Défense, a priori pas son rival le plus redoutable, il a fini en limonade lors de l'université d'été des centristes de la majorité, en septembre, à La Grande-Motte."

Les derniers fidèles de Borloo le reconnaissent : c'est sans doute dans cette station balnéaire que l'ex-ministre de l'Environnement a pris conscience qu'il était engagé dans une impasse. Son printemps avait été glorieux : les ralliements succédaient aux ralliements, de Rama Yade à Hervé de Charrette, du Parti radical au Nouveau Centre, pourtant présidé par Morin. Son été avait été studieux, Borloo enchaînant les visites de terrain dans l'Hexagone. Début septembre, tout baignait donc, sauf que les sondages restaient étales, autour de 6%. C'est alors qu'à La Grande-Motte le contraire d'un homme fragile, un macho mal élevé, très mal élevé, le nommé Morin, a décidé de lui rentrer dedans. Littéralement. Dans son discours, l'ex-ministre de la Défense a mis les pieds dans le plat, se posant en "enquiquineur" : non, il n'était pas prêt à "poser les gaules", virilité oblige, devant Borloo. Bousculé publiquement, le présidentiable présumé a vacillé, bafouillant son discours avant de se réfugier l'air égaré au restaurant du centre de vacances, entre clopes et jaja.

**"C'est l'éclat de rire général. Sympa"**

Il ne la voyait pas comme ça, la campagne présidentielle, le camarade Borloo. Ce soir-là, il a répété aux journalistes présents : "Malgré tous les pronostics, c'est pour être président de la République que je suis dans cette démarche." Ce n'était pas pour s'emmerder avec des petits cons comme Morin qu'il entendait se présenter. Son but était de devancer au premier tour le chef de l'Etat en personne, Nicolas Sarkozy. Quelques gloussements ont salué cette profession de foi. Borloo y a perçu une condamnation. "C'est l'éclat de rire général. Sympa." Un proche raconte : "En rentrant de La Grande-Motte, j'ai senti que quelque chose était cassé en lui. Il n'y avait pas eu que le forcing de Morin, mais la longue liste des absents, et le scepticisme des présents. Jean-Louis croyait avoir constitué au printemps une rampe de lancement avec l'Ares, l'Alliance républicaine, écologique et sociale, qui réunissait radicaux et centristes. Or chacun tirait à hue et à dia. 'On n'y arrivera pas', m'a-t-il confié, déçu. La dynamique espérée n'était pas au rendez-vous."

Pour relancer la machine, sa garde rapprochée le presse d'avancer sa déclaration de candidature officielle. Initialement elle était prévue à la fin du mois d'octobre, après la primaire du PS, en même temps que le lancement d'un livre-confession. Trop tard, estiment ses lieutenants, un décollage dans les sondages ne pourra se produire que lorsque leur champion aura affiché une détermination sans faille. On détecte le bon créneau, au lendemain des sénatoriales. Le problème est que ces élections gâtent un peu plus l'humeur du président du Parti radical. Elles montrent d'abord que c'est la gauche qui a le vent en poupe, et non le centre. Les pressions de l'Elysée soulignent à nouveau, ensuite, la fragilité de l'Ares. Borloo se transporte au Sénat pour tenter de réunir dans un seul groupe radicaux et centristes. Il obtient des accords de principe, pas toujours concrétisés. Le président du Parti radical vit mal l'aller-retour de Sophie Joissains. Le lundi, cette sénatrice radicale des Bouches-du-Rhône accepte de s'inscrire au nouveau groupe. Le mardi, elle reçoit un coup de fil personnel de Nicolas Sarkozy. Dans la foulée, elle explique dans un communiqué qu'elle restera au groupe UMP. Tout simplement parce qu'en 2012 elle soutiendra... le candidat Sarkozy.

### **Sarkozy, Tapie : la course d'obstacles**

Depuis des mois, l'Elysée s'emploie à saboter la candidature de Borloo. Tous ses partisans ont été convoqués un à un par le président. Résultat : à

l'Assemblée nationale, la plupart des députés radicaux ont renoncé à quitter le groupe UMP pour rejoindre le Nouveau Centre. Même au Sénat, en principe plus indépendant, il y a des pertes en ligne. Borloo s'est révélé tout aussi incapable d'empêcher que ses partisans les plus déterminés soient sanctionnés par Sarkozy : Rama Yade, l'ex-secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, s'est vue contrainte d'abandonner son poste d'ambassadrice à l'Unesco, Dominique Paillé, l'ex-porte-parole de l'UMP, s'est vu retirer la présidence de l'Office français de l'Immigration.

Borloo vit mal, parallèlement, le déchaînement des "affaires". Au vu de son désistement, certains affirment aujourd'hui qu'il aurait reçu des menaces : son tour viendrait ! Ils soulignent sa vulnérabilité, due en particulier à sa vieille amitié avec un certain Bernard Tapie : sa fortune rapide, comme jeune avocat d'affaires, est née en partie de ce compagnonnage. Un proche de Borloo dément : "Il ne craignait rien pour lui. Mais le 'tous pourris' lui semblait gros d'une montée de Marine Le Pen. Or il ne voulait pas être tenu pour responsable de l'éventuelle présence du FN au second tour." L'épisode de La Grande-Motte le montre : la castagne, ce n'était pas son truc, encore moins les coups fourrés. Borloo en rigolait lui-même : il était incapable de dire du mal de ses rivaux, Sarkozy au premier chef.

### **Inapte ?**

Quand il disparaît des écrans radars, jeudi dernier, après son passage à Bordeaux, ses proches restent cependant convaincus qu'il va annoncer sa candidature le dimanche suivant. Où passe-t-il son week-end ? Dans le Luberon, suggère l'un ; à l'étranger, croit savoir le deuxième ; pas du tout : chez lui, à Paris, assure un troisième. Ce qui est sûr, c'est que Borloo avait toujours affirmé qu'une candidature était un acte personnel : il se déciderait en famille, il avait besoin d'un ultime examen de conscience avant de sauter le pas. De sa retraite, Borloo passe des coups de fil qui laissent perplexes ses partisans : "Est-ce que tu crois que je peux faire descendre Sarkozy à 12% ?", demande-t-il le samedi à un dirigeant du Parti radical, qui répond : "A priori un candidat UMP a un socle supérieur à 15%." Le dimanche matin, nouvel appel au même : "Est-ce que tu as trouvé la solution ?" "Il ne voulait pas d'une candidature de témoignage", souligne un conseiller. Borloo s'était lancé un an plus tôt, à sa sortie du gouvernement Fillon, parce qu'il croyait

pouvoir l'emporter en 2012. Pas pour être relégué dans les profondeurs du classement...

D'autres ont des coups de fil moins politiques mais qui suggèrent que "la bête regimbe devant l'obstacle". Les plus subtils commencent à s'interroger : et s'il canait ? Mais seuls quelques chouchous, comme Rama Yade ou Laurent Hénart, le secrétaire général du Parti radical, recevront la confiance de son retrait avant le 20-heures de TF1. La plupart tombent des nues devant leur téléviseur : depuis des semaines, ils affirmaient que la candidature de Borloo était une certitude.

Face à Claire Chazal, le président du Parti radical se montre égal à lui-même : incapable de formuler clairement son renoncement. Il ne veut pas "ajouter de la confusion à la confusion", finit-il par glisser. Manière de se présenter lui-même comme un homme... confus. C'est la dernière des raisons qui l'ont conduit à prendre la poudre d'escampette : son incapacité à trouver, dans un 20-heures, les deux ou trois formules qui font mouche. Ce "diesel", comme il aime à se présenter, déplore son besoin de beaucoup de circonlocutions pour expliciter sa pensée.

Les autres présidentiables du centre estimaient en début de semaine que Borloo avait tout faux : "Dans une élection, les points, au début, ça se gagne un à un, ça ne tombe pas du ciel", soulignait l'un, rangeant le président du Parti radical dans la même catégorie que Dominique Strauss-Kahn ou Nicolas Hulot : celle des hommes qui croient n'avoir qu'à s'avancer pour que chacun se pâme. "Depuis 15 jours, il était à moitié dépressif, il se sentait dans une nasse", affirmait l'autre. "Ceux qui lui ont parlé depuis son passage à TF1 le trouvent au contraire soulagé. Il a voulu forcer sa nature, ça ne pouvait pas marcher." A sa manière, somme toute chevaleresque, car il aurait pu faire durer un vrai faux suspense quelques semaines de plus, Borloo a donné raison à ses rivaux. Dans le questionnaire auquel il avait à répondre sur l'élection présidentielle, il a lui-même coché la case : inapte.

Hervé Algalarondo - Le Nouvel Observateur

## VIII) A Marseille, "un véritable système mafieux"

**Un rapport judiciaire accablant dont le JDD révèle le contenu, décortique les relations de Jean-Noël Guérini, l'actuel président socialiste du conseil général des Bouches-du-Rhône, avec son frère Alexandre.**



Jean-Noël Guérini, pendant la dernière campagne municipale à Marseille, en décembre 2013 (Visual Press)

"C'est bien grâce aux interventions répétées de Jean-Noël Guérini qu'un véritable système mafieux a été mis en place par Alexandre Guérini au profit du clan Barresi (Boudemaghe, Barresi, Campanella et consorts)". Cette cinglante conclusion des enquêteurs de la Douane judiciaire est extraite d'"une note de synthèse" de 33 pages qui a pour sujet "le rôle joué par le Président du Département des Bouches du Rhône dans le schéma de fraude mis en place par son frère". Signe que le dossier instruit depuis cinq ans par le juge Duchaine arrive à son terme?

Le magistrat vient d'y verser ce document daté du 27 mai 2013 que le JDD a pu consulter et qui décrit par le menu "l'omniprésence" d'Alexandre Guérini à l'intérieur du Conseil général et ses relations d'affaires avec des figures du milieu marseillais. Sans titre, ni qualités autre que celle de "frère de", il "intervenait dans tous les domaines (...) reconduction de contrats, subvention pour un événement de Volley-ball, intervention pour le retrait d'un dossier relatif à un EPHAD, intervention auprès d'une association...", détaille le rapport.

En avril 2009, lorsque l'affaire explose, Jean-Noël Guérini est à l'apogée de sa carrière politique. Mais il ne le sait pas encore. Aux élections municipales de 2008, il avait frôlé de 800 voix à peine son rêve de devenir maire de Marseille, de succéder à Gaston Deferre, son mentor. En mars dernier, il a regardé la campagne en spectateur depuis son vaste bureau au dernier étage du "bateau bleu", l'hôtel du département, impuissant face aux attaques de ses anciens amis. La débâcle électorale de Patrick Mennucci, qui a fait campagne sur son dos, est l'une de ses rares sources de satisfaction. "L'antiguérinisme ne porte pas bonheur", a-t-il déclaré au journal La Provence.

Mis en examen pour association de malfaiteurs en vue de la commission des délits de trafic d'influence, de corruption et de détournement de fonds publics et de favoritisme, Jean-Noël Guérini va devoir répondre point par point aux accusations des enquêteurs. Dans leur notes, ils égrainent les cas de collusion entre les intérêts des deux frères dont celui particulièrement gênant des EPHAD. En 2004, le maire de Vauvenargues, semble en avoir fait les frais. Il souhaitait la construction d'un établissement pour personnes âgées dépendantes sur sa commune.

En mai 2005, pourtant, le président du conseil général proposait au maire d'une commune voisine et donc concurrente de présenter également un dossier pour la construction d'un EPHAD. Dans "un souci de cohérence", il a ensuite retardé le premier projet, portant finalisé, pour que les deux soient examinés concomitamment. Ce contretemps menaçait de faire capoter la construction d'un EPHAD de Vauvenargues... Contre toute attente, Patrick Boudemaghe, entrepreneur, ami d'Alexandre Guérini, détenteur de plusieurs marchés publics, a proposé au promoteur choisi par la commune de Vauvenargues de débloquer la situation contre une commission occulte. La somme de 400 000 euros lui a été versée sur un compte au Luxembourg. Quelques semaines plus tard, le président Guérini changeait de doctrine sur le calendrier des réunions et acceptait que le dossier Vauvenargues soit étudié rapidement. L'EPHAD était sauvé.

Aucun élément n'établit formellement une entente entre Boudemaghe et Jean-Noël Guérini, pourtant le rapport de la douane judiciaire fait un lien direct entre ses deux événements. Une concomitance, un climat... Boudemaghe et son associé Bernard Barresi, fort de ce premier succès et de leurs solides appuis à l'intérieur du Conseil

général, des cadres nommés avec l'approbation d'Alexandre Guérini, vont d'ailleurs tenter de développer, avec plus ou moins de bonheur, leurs activités dans le secteur des maisons de retraites... Bernard Barresi, condamné jeudi dernier à 10 ans de prison pour le braquage, a prospéré dans le secteur du bâtiment et de la sécurité sous des identités d'emprunts au cours d'une longue cavale de 18 ans, notamment grâce au Conseil général et ses satellites.

Autre grief des enquêteurs, plusieurs fonctionnaires ont avoué sur procès-verbaux qu'ils devaient à Alexandre Guérini leur nomination à des postes clefs pour l'attribution des marchés qui l'intéressait. Parfois les interventions d'Alexandre servent aussi les intérêts politiques de son frère dont il fut le conseiller au sein de la fédération socialiste et même son directeur de campagne en 2008. Auprès de l'Office HLM, "Alexandre Guérini s'employait notamment à favoriser l'installation des personnes dans les arrondissements de Marseille en fonction d'intérêts électoralistes", relèvent les rapporteurs.

### **"Il ne souhaitait pas que l'on évoque le nom de son frère"**

Jean-Noël Guérini qui a été interrogé à des multiples reprises par le juge Duchaine a toujours nié l'ensemble des faits qui lui sont reprochés. Sa défense tient en deux phrases. "Il ne connaissait pas les activités de son frère, ni ses relations. Si les collaborateurs du Conseil général l'avait informé, il aurait tranché dans le vif et même porté plainte contre X".

En novembre dernier, Jean-Noël Guérini a renforcé sa défense en recrutant l'avocat Hervé Témime, qui défend également Jean-François Copé et Bernard Tapie. Son dossier n'est pas vide. Si Alexandre Guérini et ses associés sont également poursuivis pour blanchiment de fraude fiscale en raison des millions d'euros découverts sur des comptes offshores, le juge n'a pas constaté d'enrichissement chez Jean-Noël Guérini. Le dossier regorge d'expressions comme "il ne pouvait pas ignorer" mais les enquêteurs ne disposent en définitive d'aucune preuve matérielle contre l'aîné des Guérini....

"En réalité on avait un personnage, Alexandre Guérini, qui intervenait mais l'on ne devait pas en parler au président qui ne souhaitait pas que l'on évoque le nom de son frère. C'était tabou", explique même dans une audition surréaliste

Rémy Barges, ancien directeur de cabinet de Jean-Noël Guérini. La conclusion des enquêteurs traduit cet étrange climat. "Les investigations ont démontré qu'Alexandre Guérini était très lié au milieu marseillais alors qu'aucun élément ne démontre que son frère connaissait Bernard Barresi et Patrick Boudemaghe", affirment-ils. "Au regard de la personnalité des deux frères, il est fort probable que Jean-Noël Guérini a accepté de satisfaire les demandes de son frère sans toujours percevoir les réelles intentions de ce dernier", analysent les enquêteurs. Coupable naïveté ou manipulation de haut vol?

Marie-Christine Tabet - Le Journal du Dimanche

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**